



Dans ce livre, Denis Bayon développe une critique du revenu de base centrée sur les arguments de celles et ceux qui défendent cette proposition d'un point de vue écologiste, progressiste et parfois anticapitaliste. Il s'agit de montrer qu'au contraire « la défense d'un revenu de base – même avec les meilleures intentions du monde – s'intègre dans une dynamique capitaliste contre-révolutionnaire » et qu'un tel outil ne pourrait en aucun cas contribuer à la nécessaire révolution écologique et sociale.

Le livre donne d'abord la parole à la défense, en présentant les arguments des partisans du revenu de base (ou « revenu garanti », ou « allocation universelle » ou « revenu d'existence »), notamment l'idée selon laquelle il constituerait un instrument pour la décroissance économique. Il examine ensuite les critiques de gauche de la défense écologiste du revenu de base, en montrant que leurs versions les plus courantes sont insuffisantes, puisqu'elles ne proposent pas de piste écologique globale et crédible et ne remettent pas en cause les définitions capitalistes du travail et de la valeur. Enfin, l'ouvrage présente et défend une proposition alternative au revenu de base, « le salaire pour la décroissance économique », en insistant sur la nécessité de faire converger les voies vers la décroissance et vers la démocratie économique.

Dans cette introduction, l'auteur examine les coordonnées du débat contemporain autour du revenu de base – en soulignant son rebond à l'heure de la crise sanitaire –, esquisse une histoire politique de sa promotion et montre pourquoi sa mise en œuvre constituerait un « dispositif clef de la contre-révolution qui détruit les conquêtes sociales passées héritées de la lutte contre les institutions du capitalisme ». Puis il présente les grandes lignes de sa critique écologiste et anticapitaliste du revenu de base, et de la perspective alternative qu'il défend.

Introduction

En ce début de XXI^e siècle, le revenu de base – ou revenu garanti, ou allocation universelle ou revenu d'existence... (ces diverses expressions sont équivalentes) – semble une idée neuve en France, en Europe, voire dans le monde entier. Ce projet politique qu'un État devrait garantir inconditionnellement un revenu à chaque personne vivant sur un territoire donné, sans condition d'âge, de sexe, de nationalité, de situation économique est désormais porté par de très nombreuses et influentes forces politiques.

Le « monde d'avant » la Covid-19 n'était déjà pas avare de réflexions, de travaux, d'actions militantes en faveur du revenu de base. Des associations extrêmement dynamiques en faisaient la promotion, de nombreux intellectuels et universitaires le défendaient sans relâche et nombre de partis politiques se disaient intéressés par la mesure, des États la mettaient en œuvre ou menaient des « expérimentations ».

À l'échelle internationale – que je ne traiterai pas dans ce texte – il est possible de se faire une idée de celles-ci en consultant une page Wikipédia dédiée à cette thématique[1]. Le lecteur naviguera de la Finlande à la Namibie, de l'Iran à l'Alaska. Il pourra également consulter les travaux du Réseau mondial pour le revenu de base (Basic Income Earth Network ou BIEN), fondé en 1986 par Philip Van Parijs et Yoland Bresson pour prendre la mesure de l'intensité des débats et des actions se déroulant à l'échelle mondiale depuis des décennies. Aux États-Unis, des « Maires pour un revenu universel » – créée en 2020 et rassemblant pour l'heure 16 villes du pays (dont Newark, Philadelphie, Columbia, etc. – ont récemment reçu le soutien financier du P.D.G. de Twitter à hauteur de 3 millions de dollars pour mener à bien des expérimentations. Un des candidats à l'investiture démocrate, l'entrepreneur Andrew Yang, défendait le versement inconditionnel d'un revenu de 1 000 dollars par mois à chaque américain[2].

L'Union européenne, quant à elle, a enregistré le 15 mai 2020 une initiative citoyenne collectant des signatures en vue « d'organiser la mise en place de revenus de base inconditionnels dans toute l'U.E.[3] ». En Allemagne, une expérimentation sera menée à partir de 2021 : cent vingt personnes recevront un revenu de base de 1 200 euros mensuels pendant trois ans[4].

La France ne manque pas à l'appel. Sur notre sol, pendant longtemps, le revenu inconditionnel n'a été défendu que par des associations peu influentes. Il en allait de même pour les partis politiques puisque seuls le Parti chrétien démocrate et Les Verts (à partir de 1993) le faisaient figurer dans leurs programmes. Progressivement les choses changèrent radicalement. Les Verts, devenus Europe Écologie-Les Verts, sont devenus un parti clef de la vie politique française, et mettent la mesure au cœur de leur programme de transition sociale et écologique[5]. Le candidat d'un ex-grand parti à la dernière élection présidentielle – Benoît Hamon pour le Parti socialiste – en faisait une proposition phare de sa campagne. Il pouvait pour cela s'appuyer sur les travaux d'une fondation proche de son parti d'alors (la fondation Jean Jaurès). Tous les principaux partis politiques se sont mis à débattre sérieusement du sujet. En 2016, l'Assemblée nationale adopta ainsi un amendement au projet de loi de finances demandant à une étude parlementaire d'étudier sa faisabilité. En 2017, des présidents de département expliquaient comment ils souhaitaient « tester le revenu universel[6] » dans leurs territoires. En 2018, le Président de la République lui-même dans un discours de « lutte contre la pauvreté » envisageait la mise en place d'une « allocation universelle ».

La pandémie de Covid-19 et le confinement mis en place pour y faire face partout dans le monde n'ont fait qu'accélérer la promotion intellectuelle et la réflexion politique à son endroit. Le revenu universel ne serait-il pas la meilleure façon de garantir le revenu à des millions d'êtres humains privés de travail ? À l'heure où une « vague de pauvreté s'abat sur le pays[7] », avec des travailleurs en CDD, intérim et travail à temps partiel « non couverts » par les mesures de « chômage partiel », le droit au revenu inconditionnel ne s'impose-t-il pas moralement ? Au cours de l'année 2020, les tribunes et les prises de position en faveur de cette mesure ont été innombrables, certains de ses partisans allant même jusqu'à évoquer « une révolution à bas bruit[8] » tellement s'est faite pressante une mesure grâce à laquelle « tout le monde aurait disposé sans délais de quoi survivre » comme l'indique un infatigable promoteur de la mesure à l'échelle internationale, l'universitaire belge Philip Van Parijs[9]. Aujourd'hui le groupe du Parti socialiste à l'Assemblée nationale ainsi qu'un nouveau groupe issu d'une scission de La République en marche le promeuvent. Les associations, intellectuels militants et universitaires qui défendent le revenu de base depuis de nombreuses années ont donc aujourd'hui incontestablement le vent en poupe[10].

Cette nouvelle dynamique ne fait toutefois qu'actualiser un vieux projet. Sans prétendre ici en faire l'historique[11], notons qu'en France, sous sa forme moderne, ce projet remonte aux années 1930 avec les écrits de Jacques Duboin, industriel, banquier, membre du Parti radical-socialiste, député, sous-secrétaire d'État au Trésor en 1924, et père de la théorie appelée « distributisme ». Si l'idée du revenu de base disparaît quasi entièrement dans notre pays après 1945, on la retrouve outre-Atlantique sous la plume de deux brillants économistes (et prix « Nobel ») au service du régime capitaliste : Milton Friedman et Friedrich Hayek. Le premier, dans son maître ouvrage *Capitalisme et liberté*[12], proposait la mise en place d'un « impôt négatif » grâce auquel les contribuables les moins fortunés percevraient une allocation de la part de l'État. Pour le second, le versement d'un revenu inconditionnel était un « prérequis indispensable à la légitimité démocratique[13] ». Hayek le défendait au nom d'une assurance collective afin d' « assurer à tous une protection contre un dénuement extrême, sous la forme d'un revenu minimum garanti, ou d'un niveau de ressources au-dessous duquel personne ne doit tomber ». À la condition que ce revenu soit fourni « hors marché », c'est-à-dire n'interfère pas avec la libre détermination des salaires sur le marché du travail, « il n'y a là rien qui implique une restriction de liberté ou un conflit avec la souveraineté du droit[14]. » Cette volonté de mettre en place le droit à un minimum de ressources pour chacun a donc largement été défendue par des théoriciens libéraux. La raison en est la suivante. Pour que les institutions de l'économie de marché fonctionnent au mieux, personne ne doit connaître une situation de misère telle que sa liberté économique, autrement dit sa liberté de contracter – fondamentale pour les libéraux –, ne soit que « formelle », sans effet réel. En clair, lorsqu'une personne meurt de faim, elle est prête à accepter « librement » n'importe quel contrat, n'importe quelle transaction. Rendant possible le retour à de graves formes d'asservissement, celles précisément que la philosophie libérale a farouchement combattues au cours de son histoire. Un plancher de ressources monétaires incompressible est ainsi la condition d'une réelle liberté économique. Le versement inconditionnel d'un revenu pourrait être une solution tout à fait efficace pour un tel objectif.

Il est donc tout à fait cohérent qu'aujourd'hui, parmi les partisans du revenu de base, des théoriciens ou acteurs politiques se réfèrent explicitement au travail de leurs grands prédécesseurs libéraux. C'est par exemple le cas d'auteurs comme Gaspard Koenig et Marc de Basquiat[15] ou de l'économiste Lionel Stoléru – ancien ministre de Valéry Giscard d'Estaing, aujourd'hui décédé, et inspirateur du Revenu minimum d'insertion (1988)

Il est en revanche beaucoup plus surprenant que, en ce début de XXI^e siècle, le revenu d'existence soit désormais défendu par une partie du camp antilibéral, anticapitaliste, qui voit dans cette mesure une potentialité de transformation profonde des institutions économiques dominantes. Ce sont principalement les rangs de l'écologie « radicale », « alternative », « décroissante » qui défendent une telle position[16]. Ceux-ci sont certes clairsemés, mais ils se révèlent très dynamiques et très créatifs. Leurs idées font désormais la « Une » des journaux et se retrouvent dans les discours les plus officiels, certes – comme c'est de façon récurrente le cas pour la notion de « décroissance » – pour être rejetées. On ne compte plus les engagements dans les alternatives économiques concrètes qui en découlent (« retour à la terre » de jeunes diplômés, lieux de vie alternatifs, etc.). Ils intègrent notamment une (petite) part de la jeunesse (pour l'heure souvent la plus éduquée) – notre avenir – qui a pris conscience de la gravité de la crise écologique que nous connaissons, et cherche d'autres voies pour vivre que la poursuite infinie et destructrice du développement industriel.

La raison d'être de ce texte est toute simple. Je montrerai que, alors que je partage, quant au fond, nombre des aspirations de ces écologistes, la mise en place d'un revenu de base, loin de favoriser une économie alternative au capitalisme, constituerait au contraire un dispositif clef de la contre-révolution qui détruit les conquêtes sociales passées héritées de la lutte contre les institutions du capitalisme et se développe avec force depuis quelques décennies. Je montrerai que, paradoxalement, ce sont les institutions du salariat – telles qu'elle se déploient depuis le début du XX^e siècle : régime général de la Sécurité sociale, fonction publique, financement de l'investissement hospitalier par des caisses de Sécurité sociale, conventions collectives – qui, à condition que l'on sache lire correctement leur potentialité révolutionnaire, pourraient nous permettre de nous engager dans la voie nécessaire et urgente d'une société écologique[17]. Je dois donc aux partisans du revenu de base de m'avoir forcé à approfondir ma réflexion, laquelle m'a permis de me dégager définitivement d'idées auxquelles j'avais pu être sensible[18] – et je comprends donc bien que de nombreuses personnes puissent l'être – et de clarifier dans quelle mesure une lecture révolutionnaire du travail et du salaire pourrait nous indiquer une voie de sortie du capitalisme. Ce chemin intellectuel me conduira à rejeter fermement la proposition de revenu universel malgré ses arguments séduisants.

Pour cela, je présenterai d'abord les thèses selon lesquelles la mise en place d'un revenu de base recèle un potentiel de transformation révolutionnaire et écologiste. Je ne m'intéresserai donc pas dans ce livre aux thèses relevant spécifiquement du libéralisme et favorables au revenu de base. Je crois d'ailleurs en avoir dit l'essentiel ci-dessus : pour un libéral il est fondamental que chaque individu puisse compter sur un montant incompressible de ressources monétaires pour empêcher que les règles du libre marché ne génèrent des situations humaines moralement inadmissibles tant des êtres humains privés de toutes ressources pourront être contraints d'accepter n'importe quelles conditions d'échange et de contrat. Pour nombre de libéraux, le revenu de base serait donc une mesure parfaitement efficace pour que fonctionne au mieux l'économie de marché[19]. Je montrerai ensuite que les critiques de la gauche antilibérale à leur endroit, pour intéressantes que soient certaines d'entre elles, manquent largement leur cible. Car si elles pointent justement certaines erreurs et incohérences de la lecture « révolutionnaire » du revenu de base, elles n'offrent elles-mêmes que très peu de perspectives – à vrai dire pratiquement aucune – pour une réelle émancipation collective du capitalisme. Elles sont même incapables de comprendre que la défense d'un revenu de base – même avec les

meilleures intentions du monde – s'intègre dans une dynamique capitaliste contre-révolutionnaire. Si les écologistes apportent, involontairement, à cette dernière un « supplément d'âme » et une rhétorique alternative, les altermondialistes et autres antilibéraux – alors qu'ils le voudraient sincèrement – sont dans l'incapacité intellectuelle de lui résister faute de saisir les institutions du salaire comme un outil de transformation écologique, ce que j'essaierai de montrer dans la dernière partie.

*

Illustration : *The Ecology of Disease*, [Olaf Hajek](#)

Notes

- [1] Voir la page Web en anglais *Basic income around the world* (Le revenu de base dans le monde), https://en.wikipedia.org/wiki/Basic_income_around_the_world
- [2] « Le patron de Twitter donne trois millions de dollars pour tester le revenu universel », *Le Figaro*, 10 juillet 2020.
- [3] Voir le site *European Citizen's Initiative for Unconditionnal Basic Income 2020-2021*, <https://eci-ubi.eu/>
- [4] Claudia Cohen, « Face à la crise, l'Allemagne expérimente le revenu universel », *Le Figaro*, 1^{er} septembre 2020.
- [5] Europe Écologie Les Verts « Pour un revenu d'existence, outil de la mutation écologique et sociale », 14 mars 2017, <https://www.eelv.fr/>
- [6] *Journal du dimanche*, 26 novembre 2017. Le gouvernement Philippe rejettera ce projet, souhaitant mettre en place un « revenu universel d'activité » à l'horizon de 2022.
- [7] Florent Guégen, directeur de la Fédération des acteurs de la solidarité, France Info, 30 septembre 2020.
- [8] Guillaume Balas, coordinateur du mouvement Génération.s, « Il y a une révolution en train de se faire par le bas, sans bruit », *Libération*, 21 mai 2020. Il ajoute que « le projet de la gauche pour 2022 doit se bâtir autour du revenu universel ».
- [9] Vittorio De Filippis, « Revenu universel : "Tout le monde aurait disposé sans délai de quoi survivre" », *Libération*, 4 mai 2020.
- [10] Parmi les plus dynamiques des organisations, je citerai le Mouvement français pour un revenu de base (MFRB) et l'Association pour l'instauration d'un revenu d'existence (AIRE). Parmi les auteurs les plus importants, que je citerai dans le livre, il est d'ores et déjà possible de mentionner Paul Ariès, Jean-Éric Hyafil, Gaspard Koenig, Michel Lepasant, Vincent Liegeay, Baptiste Mylondo et Marc de Basquiat.
- [11] Voir la présentation de divers textes favorables au revenu universel de Michel Lepasant et Baptiste Mylondo, *Inconditionnel. Anthologie du revenu universel*, Paris, Éditions du Détour, 2018.
- [12] Milton Friedman, *Capitalisme et liberté* [1962], Paris, Flammarion, 2016.

[13] Matt Zwolinski « Un argument libertarien pour le revenu de base », 26 avril 2014, lefranchlibertarien.fr/2014/04/26/argument-revenu-de-base/

[14] Friedrich Hayek, *Droit, législation et liberté*, PUF, Paris, 1982, p. 105 cité par Claude Gamel, « Hayek et Rawls sur la justice sociale : les différences sont-elles “plus verbales que substantielles” », *Cahiers d'économie politique*, 2008/1, n° 54, p. 112.

[15] Marc de Basquiat, Gaspard Koenig, *Liber un revenu de liberté pour tous. Une proposition d'impôt négatif en France*, Paris, Éditions de l'Onde, 2015.

[16] Parmi les organisations citons le « Parti pour la décroissance » ou la « Maison commune de la décroissance ». Parmi les principaux auteurs « décroissants », dont les écrits apparaîtront au fil des pages, je retiendrai Paul Ariès, Michel Lapesant, Vincent Liegey et Baptiste Mylondo.

[17] À rebours des positions keynésiennes qui dominent à gauche, je m'inscris clairement dans la filiation intellectuelle d'associations comme l'Institut européen du salariat ou Réseau salariat. Pour ces dernières, à partir du début du XX^e siècle, les « institutions du salariat » (droit du travail, conventions collectives, Sécurité sociale) loin d'avoir favorisé une bonne « régulation » de l'ordre capitaliste (la thèse keynésienne de [feu] « l'école de la régulation ») l'ont profondément perturbé. Elles constituent des points d'appui pour poursuivre *une révolution en cours*. Ce point s'éclaircira, je l'espère, au troisième chapitre du livre.

[18] Denis Bayon, *Les Systèmes d'échanges locaux*, Éditions Yves Michel, Gap, 1999. La seule circonstance atténuante que je peux me reconnaître d'avoir commis un tel ouvrage, c'est que j'étais alors déformé par les études universitaires qui m'éloignaient de mes bases ouvrières.

[19] La vérité est que nous retrouverons bien ces positions libérales puisque je m'efforcerai de montrer que la proposition du revenu universel conduit inévitablement ses défenseurs à dire « oui » à leurs institutions. Mais n'anticipons pas.